

**ASSOCIATION DES FAMILLES DES ECOLES PRIVEES
D'ANNECY
SAINT FRANCOIS – LES CORDELIERS**

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2024

**ASSOCIATION DES FAMILLES DES ECOLES PRIVEES
D'ANNECY
SAINT FRANCOIS – LES CORDELIERS**

3, Boulevard Costa de Beauregard

74600 SEYNOD

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

N°SIRET : 775 654 544 00060

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2024

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Aux membres de l'association,

1 Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DES FAMILLES DES ECOLES PRIVEES D'ANNECY SAINT FRANCOIS – LES CORDELIERS relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 Fondement de l'opinion

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « subvention d'investissements » de l'annexe des comptes annuels concernant le traitement comptable de l'amortissement des subventions dite « Falloux ».

4 Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et L821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqué et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5 Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

6 Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son activité, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7 Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821.55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

**ASSOCIATION DES
FAMILLES DES
ECOLES PRIVEES
D'ANNECY**

**SAINT FRANCOIS –
LES CORDELIERS**

*Rapport du Commissaire
aux Comptes sur les
comptes annuels*

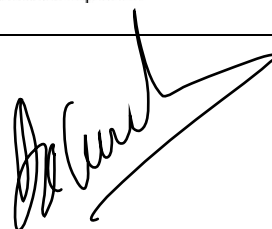
*Exercice clos
le 31 août 2024*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annecy, le 31 janvier 2025

Le Commissaire aux Comptes

Audicé Alpes
Commissaires aux comptes



Cristina DA CUNHA

**ASSOCIATION DES FAMILLES DES ECOLES
PRIVEES D'ANNECY
SAINT FRANCOIS – LES CORDELIERS**

Comptes annuels - Exercice clos le 31 août 2024

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	32 064	29 680	2 385	11 074
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	291 301		291 301	291 301
	Constructions	11 348 194	6 525 061	4 823 132	5 090 146
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	646 902	554 060	92 842	109 065
	Autres immobilisations corporelles	481 024	358 266	122 758	131 743
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations corporelles en cours				47 310
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	12 799 485	7 467 067	5 332 418	5 680 639
COMPTES DE REGULARISATION	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	754		754	254
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	40 055	2 912	37 144	12 810
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	126 681		126 681	383 203
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	2 171 376		2 171 376	1 621 635
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	54 208		54 208	64 567
	TOTAL (II)	2 393 075	2 912	2 390 163	2 082 468
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
COMPTES DE REGULARISATION	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		15 192 560	7 469 978	7 722 581	7 763 108
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 281 669	2 281 669
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation	1 932 001	1 932 001
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	34 389	34 389
	Autres		
	Report à nouveau	2 032 730	2 115 841
	Excédent ou déficit de l'exercice	68 603	(83 111)
	Total des fonds propres (situation nette)	6 349 392	6 280 789
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	570 654	649 437
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	570 654	649 437
	Total des fonds propres	6 920 046	6 930 226
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	66 420	57 272
	Total des provisions	66 420	57 272
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	437 486	552 339
	Emprunts et dettes financières divers	770	3 049
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 645	7 700
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	75 110	37 481
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	124 681	102 694
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	49 151	47 032
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	41 273	25 315
	Total des dettes	736 116	775 609
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	7 722 581	7 763 108
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	68 603,34	(83 110,98)
	(1) Dont à moins d'un an	413 069	767 909
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	496	412

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	760	899
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 588 991	1 451 053
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	995 926	927 613
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	2 320	2 520
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	27 683	19 614
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	627	432
Total des produits d'exploitation		2 616 306	2 402 131
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	1 418	1 004
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 264 974	1 129 682
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	65 370	58 220
	Salaires et traitements	625 692	571 523
	Charges sociales	230 231	202 493
	Dotation aux amortissements et dépréciations	556 369	559 790
	Dotation aux provisions	9 148	13 315
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	893	769
Total des charges d'exploitation		2 754 095	2 536 796
RESULTAT D'EXPLOITATION		(137 789)	(134 665)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(137 789)	(134 665)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	30 489	14 100
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	30 489	14 100
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	13 658	16 896
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		13 658	16 896
RESULTAT FINANCIER		16 831	(2 796)
RESULTAT COURANT avant impôts		(120 958)	(137 461)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	278	8 115
	Sur opérations en capital	191 553	48 464
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	191 832	56 579
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	161	1 059
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	161	1 059
RESULTAT EXCEPTIONNEL		191 670	55 519
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 109	1 170
TOTAL DES PRODUITS		2 838 626	2 472 810
TOTAL DES CHARGES		2 770 023	2 555 921
EXCEDENT ou DEFICIT		68 603	(83 111)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			1 627
Prestations en nature		576 610	
Bénévolat		2 430	1 911
TOTAL		579 040	3 538
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		576 610	
Prestations		2 430	1 627
Personnel bénévole		2 430	1 911
TOTAL		581 470	3 538

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **7 722 581** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 838 626** euros et un total **charges** de **2 770 023** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **68 603** euros.

L'exercice considéré débute le **01/09/2023** et finit le **31/08/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les recommandations de la FNOGEC, les dispositions du code de commerce, du règlement ANC 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général ainsi que du règlement ANC 2018-06 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Les subventions d'équipement allouées par les collectivités territoriales en vue de l'acquisition d'immobilisations ont été rapportées au compte de résultat selon le même rythme d'amortissement que les immobilisations qu'elles financent.

Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions de 10 à 50 ans
- Installations tech., matériel activité de 4 à 20 ans
- Mobilier de bureau & informatique, mobilier de 5 à 10 ans

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Effectifs scolarisés

Le nombre d'élèves est inchangé par rapport à N-1.

Ecole : 449 élèves

Collège : 476 élèves

Faits marquants

Néant

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	32 064					32 064
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 064					32 064
CORPORELLES	Terrains	291 301					291 301
	Constructions sur sol propre	9 645 329		74 550		(47 310)	9 767 189
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 512 139		68 866			1 581 005
	Instal technique, matériel outillage industriels	632 472		14 430			646 902
	Instal., agencement, aménagement divers	99 306		4 330			103 636
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	316 888		43 970			360 858
	Emballages récupérables et divers	16 530					16 530
	Immobilisations corporelles en cours	47 310				47 310	
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 561 275		206 145			12 767 420	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		12 593 340		206 145			12 799 485

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	20 990	8 689		29 680
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 990	8 689		29 680
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	5 192 423	362 307		5 554 730
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	874 899	95 432		970 331
	Instal technique, matériel outillage industriels	523 407	30 653		554 060
	Autres instal., agencement, aménagement divers	27 355	8 102		35 457
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	257 096	49 183		306 279
	Emballages récupérables et divers	16 530			16 530
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 891 710	545 677		7 437 387
TOTAL		6 912 700	554 366		7 467 067

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/08/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	40 055	40 055	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 562	1 562	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21	21	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	113 282	113 282	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	11 817	11 817	
	Charges constatées d'avance	54 208	54 208	
TOTAL DES CREANCES		220 945	220 945	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/08/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	496	496		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	436 990	121 588	315 402	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	75 110	75 110		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	29 669	29 669		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56 862	56 862		
	Impôts sur les bénéfices	3 279	3 279		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	34 872	34 872		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	770	770		
	Autres dettes	49 151	49 151		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	41 273	41 273		
TOTAL DES DETTES		728 471	413 069	315 402	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		113 517			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	57 272	9 148		66 420
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	57 272	9 148		66 420
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	1 402	2 003	493	2 912
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 402	2 003	493	2 912
TOTAL GENERAL		58 674	11 151	493	69 332
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			11 151	493	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/08/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2024
Fonds propres sans droit de reprise	2 281 669				2 281 669
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation	1 932 001				1 932 001
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	34 389				34 389
Autres réserves					
Report à nouveau	2 115 841	(83 111)			2 032 730
Excédent ou déficit de l'exercice	(83 111)	83 111	68 603		68 603
Situation nette	6 280 789		68 603		6 349 392
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	649 437		103 770	182 553	570 654
Provisions réglementées					
TOTAL	6 930 226		172 373	182 553	6 920 046

Subvention d'investissement :

L'association perçoit chaque année une subvention d'investissement au titre de la loi Falloux correspondante pour une partie à l'échéance de remboursement d'emprunt relatif à la construction du collège.

Cette subvention au titre de la loi Falloux était jusqu'au 31 août 2023 comptabilisée et amortie sur 15 ans de manière forfaitaire et non au même rythme d'amortissement que le bien qu'elle finance. Celle – ci finance des investissements (construction du collège et divers aménagements) dont la durée d'amortissement est variable entre 5 ans et 50 ans (construction du collège, casiers des élèves, vidéos projecteurs, des tables, des chaises, des stores...).

Au titre de l'exercice clos le 31 aout 2024, il a été décidé de corriger les amortissements des subventions au titre de la loi Falloux afin que celles-ci soient amorties au même rythme que les biens qu'elles financent.

Cette régularisation de l'amortissement des subventions d'investissements a permis de constater un produit de 191 553,42 euros en quote-part de subvention virée au compte de résultat au lieu de 48 464,30 euros comme l'année précédente.

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/08/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/08/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat exprimé en euros							
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							

NEANT

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			41 273
Avance cantine et garderie		38 978	
Avance sur inscription		2 295	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			41 273

Charges constatées d'avance

[illegible]

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros 31/08/2024

Total des Produits à recevoir		155 396
Autres créances		155 396
RABAIS, REMISES, RISTOURNES A OBTENIR ET AUTRES AV	304	
FORFAIT SOCIAL/PREV ENSEIGNANT	21	
ETAT PRODUITS A RECEVOIR	113 282	
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	4 860	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	36 929	

Charges à payer

Etat exprimé en euros 31/08/2024

Total des Charges à payer		80 802
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		5 189
INTERETS COURUS NON ECHUS	4 693	
INTERETS COURUS A PAYER	496	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 145
FACT FOURNISSEURS A RECEVOIR	4 145	
Dettes fiscales et sociales		56 307
DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A PAYER	5 369	
AUTRES CHARGES A PAYER	24 299	
CHARGES FISCALES A PAYER	26 638	
Autres dettes		15 162
AUTRES CHARGES A PAYER	15 162	

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/08/2024	31/08/2023
Dons en nature		
Prestations en nature Equivalent loyer	576 610	
Bénévolat heures de benevolat (162H *smic chargé)	576 610 2 430	1 911
	2 430	1 911
Total	579 040	1 911

Répartition par nature de charges	31/08/2024	31/08/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens Equivalent loyer	576 610	
Prestations	576 610	
Personnel bénévole Prestations d'animation et d'accompagnement	2 430	1 911
	2 430	1 911
Total	579 040	1 911

Concours publics et subventions

31/08/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics		243 156	705 738			948 894
Subventions d'exploitation		1 530	35 502		10 000	47 032
Subventions d'investissement			103 770			103 770
TOTAL		244 686	845 010		10 000	1 099 695

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Totalisation			

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/08/2024

Engagements financiers donnés

Engagements financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties Garanrie prêt C Epargne - Cauton Département 50% du CRD		86 558
		86 558
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés Provision indemnité de fin de carriere	66 420	
	66 420	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	66 420	86 558
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Détail de l'engagement retraite en page suivante

Détail - Avals, cautions et garanties

Engagements financiers - Avals, cautions et garanties	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Totalisation		

Détail - Engagements en pensions, retraite et assimilés

Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Totalisation		

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Evaluation des contributions volontaires :

Ces contributions se sont élevées à 2430€ pour cet exercice en lieu et place des 3538€. Cette valorisation correspond à 162H de prestation d'animation et d'accompagnement valorisées au smic horaire chargé.

L'Ogec est propriétaire des terrains et des locaux sur lesquels l'enseignement est dispensé. Si l'association devait assumer la charge d'un loyer, celui-ci serait estimé à 576 610€ (valorisé selon l'indice du coût à la construction).

Il viendra selon les préconisations de la Fnogec, d'intégrer dans la présentation des comptes pour le TPG. Cette valorisation retenue dans le TPG permettra son intégration dans le calcul de la Loi Falloux.

Engagement retraite :

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charge a été comptabilisée au titre de cet exercice pour 9148€ portant la provision totale à 66 420€.

Hypothèses de calculs retenues ANC 2021 BETA : départ à la retraite à l'âge de 64 ans, profil de carrière à décroissance moyenne. Turn over faible. Taux d'inflation et d'actualisation : 3%

Tranche d'age	Det te actuarielle
Moins 40 ans	1 385 €
De 40 à 44 ans	2 999 €
De 45 à 49 ans	4 473 €
De 50 à 54 ans	24 050 €
De 55 à 59 ans	8 542 €
60 ans et plus	24 971€

Engagement reçu :

une caution du département à hauteur de 50% garantie du remboursement du prêt souscrit auprès de la caisse d'Epargne pour 700K€ pour la construction du collège (capital et intérêts).

Montant restant du au 31/8/2024 : Capital : 173 115€ Intérêts : 13399€. Fin de l'emprunt : Janvier 2027.

Honoraires commissaires aux comptes (mission légale) : 4 884€ pour l'exercice écoulé.

Effectif moyen

		31/08/2024	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		5
	Professions intermédiaires		
	Employés		15
	Ouvriers		
	TOTAL		20